

D 1166 HAÏTI: VIGOUREUSE DÉCLARATION ECCLÉSIALE

Deux événements politiques ont marqué la période récente. C'est d'abord depuis le 24 novembre 1986, la mise en place de l'Assemblée constituante avec ses 61 membres (41 élus dans les conditions qu'on sait - cf. DIAL D 1147 - et 20 nommés) pour l'étude du projet de Constitution élaboré par 9 experts choisis par le gouvernement. C'est ensuite, le 5 janvier 1987, un important remaniement ministériel du Conseil national de gouvernement (CNG) sous la direction du général Namphy, remaniement se soldant par le départ de quatre ministres (affaires étrangères, éducation nationale, justice, santé publique et population), tous anciens opposants au régime Duvalier.

Dans ce contexte de crise larvée permanente, la déclaration du 2e Symposium national de l'Eglise d'Haïti, le 8 décembre 1986, apparaît comme une prise de position radicale sur la justice sociale comme condition déterminante de la démocratie et de la réconciliation dans le pays. Ce symposium, tenu du 2 au 6 décembre 1986, rassemblait 160 délégués venus de tous les diocèses du pays. Le précédent symposium avait eu lieu en décembre 1982 sur le thème "L'Eglise c'est nous, nous c'est l'Eglise" et avec le slogan "Il faut que cela change". Le nouveau document de décembre 1986 - avec, par exemple, la menace de voter non au référendum sur la constitution - étonne par sa vigueur.

Note DIAL

MESSAGE DU SYMPOSIUM DE L'ÉGLISE D'HAÏTI

Au peuple chrétien,
Aux hommes et femmes de bonne volonté
d'Haïti et du monde entier,

1. C'est au nom de l'Esprit-Saint qui nous a convoqués, c'est au nom de l'Eglise d'Haïti tout entière qui nous a délégués, c'est au nom de tout le peuple haïtien, ceux de l'intérieur comme ceux de l'extérieur que nous avons réalisé ce deuxième Symposium national de l'Eglise d'Haïti.

2. Au terme d'une vaste enquête où le peuple a exprimé ce qu'il vit, les menaces qui pèsent sur son existence et l'espoir qu'il fonde sur l'Eglise pour l'aider dans sa lutte, nous nous sommes réunis pour prier et réfléchir sur la situation actuelle du pays, pendant que le peuple de Dieu nous soutenait par sa prière.

3. La lettre du Pape Jean-Paul II fut pour nous un motif d'encouragement. Il nous y exprimait sa joie et combien il implorait la bénédiction du Seigneur pour que des changements profonds se produisent dans notre pays. Il avait d'ailleurs repris à son compte, le 9 mars 1983, ce leitmotiv de notre premier Symposium national, à savoir "Il faut que cela change".

4. Eh bien oui, quelque chose a commencé à changer. C'est bien cela la signification du 7 février 1986. Ce qui confère sa valeur au 7 février, dans l'opinion nationale comme dans l'opinion internationale, c'est la grande chaîne de prières, de solidarité et de coude-à-coude que notre admirable peuple a choisie comme son arme de prédilection. Coude-à-coude soutenu par sa foi et sa confiance en Dieu.

En cela surtout il faut chercher la contribution de l'Eglise: dans le dynamisme que Jésus-Christ et l'Evangile peuvent imprimer à une lutte de libération.

5. Cette solidarité sans frontières - "Tèt Ansanm" - qui a toujours permis au peuple de résoudre les graves problèmes de sa vie, nous, les 160 délégués, nous l'avons expérimentée au "Foyer Sainte-Marie" où nous nous sommes réunis. Et comme chaque fois que l'on se réunit, au nom de Dieu, dans le coude-à-coude de la solidarité, Dieu est là, nous avons senti sa présence au milieu de nous. C'est donc forts de cette expérience que nous vous faisons parvenir ce message afin de vous rendre compte de la mission que vous nous avez confiée.

6. Oui, c'est au nom de l'Esprit qui nous a assistés que nous rendons hommage au peuple haïtien pour tout ce qu'il a réalisé depuis les événements qui ont conduit au 7 février jusqu'à ce jour. Nous admirons la sagesse de notre peuple, sa pondération, son courage: malgré sa condition de misère, il a démontré sa détermination dans la revendication de ses droits. C'est un peuple qui sait ce qu'il veut!

7. Cet hommage, nous l'adressons spécialement:

- Aux jeunes qui marient leur foi à la réalité du pays: ils ont bravé les dangers, ils ont donné leur vie et ils continuent la bataille pour la libération totale.

- Aux femmes qui, massivement, se sont levées pour soutenir leurs frères et soeurs dans la souffrance et pour réclamer leur place dans la société.

- Aux paysans qui, jour après jour, s'organisent de manière de plus en plus efficace, eux qui représentent la force la plus significative du pays.

- A tout le peuple, à tous ceux qui ont conjugué leurs forces pour lutter dans diverses organisations, syndicales et autres.

8. Avec le 7 février, une belle page a été ajoutée à l'histoire d'Haïti. Avec le 7 février, nous avons commencé à tracer le chemin qui nous mènera à la libération dont nous rêvons depuis notre naissance de peuple: libération de toute forme de dictature et d'esclavage. Nous voulons, en effet, vivre dans la dignité et la joie selon le plan de Dieu pour nous.

9. Le 7 février, nous avons mis en terre une semence d'espérance. Elle doit devenir un grand arbre chargé de beaucoup de fruits. Malheureusement, cette espérance est fragile, très fragile, à preuve:

- Le peuple réclame justice, mais il n'obtient aucune réponse véritable ni en ce qui concerne les criminels ni en ce qui concerne les spoliateurs, même quand l'identité des coupables est de notoriété publique.

- Le peuple veut être associé aux décisions, en vue de construire une démocratie authentique; on le lui refuse. Comment s'étonnerait-on alors s'il venait à perdre confiance en ceux qui le méprisent de la sorte?

- Quand le peuple cherche à s'organiser pour la défense de ses droits, on lui colle sur le dos toutes sortes d'étiquettes et l'on travaille à semer la division dans son sein.

- Quand le peuple s'épuise à travailler la terre, il ne peut pas vendre ses récoltes. Au lieu de le protéger, au lieu de l'aider à produire plus, on préfère favoriser l'entrée des denrées venant de l'étranger. Le résultat: les Haïtiens sont alors contraints à continuer à fuir à l'étranger, en s'embarquant sur des bateaux de fortune ou en se faufilant sous les barbelés.

- Des travailleurs, parce que syndiqués, sont parfois révoqués: il arrive même que, à cause d'une organisation syndicale, l'entreprise ferme ses portes.

- Plus grave encore, une situation qui nous fend le coeur: dans plusieurs coins du pays, des localités s'affrontent, se massacrent même. Qui sont ces criminels qui ont intérêt à semer ainsi le poison de la division dans nos rangs?

10. C'est ce poids de souffrance qui continue d'écraser le peuple, dix mois après le 7 février. Il est facile de comprendre pourquoi nous affirmons que notre espérance est fragile.

11. Aussi, voici la position du symposium, concernant le projet de Constitution:

- Ce projet recèle un piège et dans ses énoncés et dans ses silences. Nous voulons dire que ce projet ne répond pas à l'attente du peuple. Pour le voir, il suffit de donner quelques exemples: pour un oui ou pour un non, on peut déclarer qu'il s'agit de "cas de troubles civils", et alors le gouvernement serait en droit de proclamer "l'état de siège" qui l'habiliterait à faire ce que bon lui semble: les libertés citoyennes seraient alors "suspendues", à la discrétion des pouvoirs publics (N° 225).

- Dans ce projet, ouvriers et paysans ne jouissent d'aucune protection (N° 35, 171).

- Le projet a peu de considération pour les femmes qui constituent plus de la moitié de la population du pays.

- Dans ce projet, après que le peuple aura nommé députés, sénateurs, président, il sera complètement à leur merci, sans aucun moyen de contrôle: tout se règlera au niveau de la classe politique. Et si un groupe arrivait à obtenir une majorité des 2/3, il pourrait changer la Constitution à volonté, légaliser à nouveau, par exemple, la "présidence à vie" sans que le peuple ait rien à dire (63).

- Le projet déclare le créole langue nationale et, concurremment avec le français, langue officielle. Nous disons: le créole est notre langue; nous voulons une Constitution claire et nette, écrite en créole pour que le peuple puisse y dire son mot.

Bref, et pour parler net, si, le 7 février 1987, l'on nous présente une Constitution calquée sur ce projet, mais n'accusant que des remaniements superficiels, sans que soient clairement indiqués les voies et moyens pour le peuple de contrôler le gouvernement, nous sommes décidés à aller aux urnes, mais nous voterons NON.

12. L'Eglise s'engage à donner son appui aux organisations mises en place par le peuple pour la défense de ses droits, telles que les syndicats, les groupements paysans, les groupes "Tèt Ansanm" de Caritas, les associations de jeunes, les associations professionnelles, les associations de femmes etc.

13. En ce qui a trait à la vente des Haïtiens comme esclaves en République Dominicaine, par ceux qui jouissent de pouvoir et qui se livrent à ce commerce ou qui n'informent pas nos frères sur les dangers qu'ils encourent à s'embaucher, ou encore qui ne leur offrent aucune alternative de travail pour les en dissuader, ces gens-là, nous les tenons pour coupables du sang de nos frères et soeurs qu'on suce de façon éhontée.

14. A propos des disparitions de personnes - le cas de Charlot Jacquelin est représentatif - nous affirmons ceci: l'Etat est responsable de la vie et de la sécurité de tous les citoyens; si quelqu'un disparaît, il est du devoir de l'Etat de mettre tout en oeuvre pour le retrouver. S'il en est ainsi, nous dira-t-on pourquoi jusqu'à présent le public en est encore à attendre des explications sur ces disparitions?

15. Nous sommes prêts à défendre les "Ti Legliz" (les Communautés ecclésiales de base - CEB). Nous l'avons déjà dit: il ne s'agit pas de mouvements quelconques, mais d'un nouveau visage d'Eglise; pour nous, attaquer ces "Petites Eglises" et leurs animateurs, c'est s'attaquer à l'Eglise elle-même. Nous défendrons, de la même façon, toutes nos organisations, en particulier la "Mission Alpha" et ses moniteurs, Radio-Soleil et toute son équipe.

16. A propos du "cochon créole": la même race existe dans un pays voisin; nous appuyons la démarche de la "Caritas Nationale" qui demande que ces porcs soient soumis à des tests pour établir s'ils sont malades ou non. S'ils sont malades, tous ils seront, à n'en pas douter, exterminés. S'ils ne sont pas malades, si la raison de

l'ostracisme déclaré contre le "cochon créole" n'est pas la maladie, nous prenons l'engagement de dénoncer publiquement tout Haïtien, si haut placé qu'il soit, et tout étranger associé à ce complot.

17. Pour témoigner du sérieux de notre choix préférentiel pour les plus pauvres, l'Eglise d'Haïti déclare l'année 1987: "Année de solidarité avec les paysans".

18. L'Organisation des Nations-Unies a pour sa part, déjà prévu que l'année 1987 serait l'Année du logement. Chez nous, ce sont les paysans qui en souffrent le plus, soit à la campagne, soit dans les villes; ce sont eux surtout, précisément, qui s'entassent dans les bidonvilles.

19. La Conférence épiscopale, elle, en tant que telle, a pris les engagements suivants:

- La CEH s'engage à renforcer son plan de pastorale d'ensemble, ce qui va permettre à chaque diocèse de mieux articuler son propre plan pastoral après le symposium diocésain.

- La CEH décide de mettre sur pied quelques commissions nationales parmi les plus urgentes, telles que la Commission nationale des jeunes, de la famille, de l'Apostolat des laïcs; cette dernière comprendra une section qui s'occupera des prisonniers.

- La CEH s'engage à créer un "Bureau d'information" à l'intérieur de la Commission "Justice et Paix" pour faire circuler les informations et procurer aux évêques la documentation nécessaire dont ils ont besoin.

- La CEH décide de créer un Centre national de formation pastorale pour l'enseignement de la catéchèse, de la Bible, de la liturgie, de la doctrine sociale de l'Eglise; pour procurer également une formation civique etc. D'autres projets sont à l'étude.

20. Devant l'ampleur et l'importance de ces projets, évêques, prêtres, religieux, religieuses, laïcs sont décidés à se donner la main pour leur réalisation. C'est ce que nous appelons: "Une urgence pastorale".

21. Au cours du symposium nous avons découvert la nécessité pour les laïcs de s'organiser à l'intérieur de l'Eglise.

Les évêques se réunissent en conférence épiscopale. Les religieux et religieuses sont organisés. Ainsi les laïcs veulent s'organiser pour mieux travailler dans l'Eglise.

22. Bien d'autres décisions, prises par les prêtres, les religieux et religieuses, les laïcs, durant le symposium, seront approfondies, reprises dans les symposiums diocésains, en vue d'une élaboration plus poussée et d'une étude plus détaillée des moyens de mise en oeuvre.

23. Frères et soeurs, si dans ce message, nous nous sommes efforcés de parler sans fard et sans ambages, sans cacher la vérité, c'est parce que, comme le dit Saint Jean "... Vous connaîtrez la vérité et la vérité fera de vous des hommes libres" (Jean 8, 32), elle éclairera notre chemin (Jean 3, 21). Vivre dans la vérité, c'est se respecter soi-même, c'est respecter la dignité des autres, c'est respecter Dieu lui-même, lui qui est la Vérité et qui nous invite aujourd'hui à vivre, solidaires en communion les uns avec les autres.

Aussi, frères et soeurs, c'est cette communion, cette solidarité qui doivent constituer, pour nous, la boussole et le phare dans l'engagement que nous prenons de construire le pays. Devant une misère aussi criante, des difficultés sans nombre, tant de pleurs et de lamentations, il serait facile de se laisser aller au découragement. Cependant les signes de délivrance sont là, présents: le chemin de l'espérance est tracé. Une Haïti renouvelée pointe déjà à l'horizon. Un bel arc-en-ciel apporte un message important au peuple haïtien et à tous les peuples de la terre: c'est l'arc-en-ciel de la solidarité et de la communion.

Solidarité et communion, structures solides que le peuple est en train de mettre en place pour défendre ses droits et monter la garde autour de la victoire du 7 février. Ce sont là les moyens que le peuple haïtien a choisis pour promouvoir le changement. Ce sont les armes du peuple qui ne prétend copier aucun pays, ni aucun système étranger. Haïti a faim, oui, mais elle veut manger la nourriture qu'elle produit. Haïti a soif, oui, mais elle veut boire à sa propre source. Cela ne signifie pas que le peuple haïtien ne souhaite pas recevoir le concours d'autres peuples (méthodes techniques, aide financière) qui l'aidera, précisément, à mieux s'organiser, à améliorer sa productivité.

24. La solidarité, TÈT ANSANM, c'est notre secret, c'est la clef de notre victoire, le chemin qui nous mènera à l'Haïti dont nous rêvons: une Haïti bâtie sur l'amour et la justice. L'heure a sonné pour qu'en Haïti cela change pour de bon. Faisons retentir le "Lambi" du rassemblement.

* Jérémie, admirable peuple de la Grand'Anse, où êtes-vous?

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

* Port-de-Paix, admirable peuple du Nord-Ouest, où êtes-vous?

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

* Les Cayes, admirable peuple du Sud, où êtes-vous?

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

* Le Cap, admirable peuple du Nord et du Nord-Est, où êtes-vous?

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

* Hinche, admirable peuple du Plateau central, où êtes-vous?

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

* Gonaïves, admirable peuple des haut et bas Artibonite, où êtes-vous?

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

* Port-au-Prince, admirable peuple de l'Ouest, du Sud-Est et du Bas Plateau, où êtes-vous?

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

25. Et vous, frères et soeurs des autres Eglises, où êtes-vous?

Dans la même foi, la même espérance, le même amour que nous avons dans le Christ Jésus, notre Grand Frère,

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

26. Et vous qui ne connaissez pas Jésus-Christ, mais qui croyez dans le même "Grand Maître" où êtes-vous?

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

27. Et vous qui ne reconnaissez ni Dieu, ni Jésus-Christ, où êtes-vous?

Si nous défendons la cause de l'amour, de la justice, du pardon et de la paix, c'est le même Esprit de Dieu qui travaille en nous tous.

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

28. Toutes les familles haïtiennes, fondation de notre société, fondation de notre Eglise, où êtes-vous? Ne l'oubliez pas: à famille bien charpentée, pays debout! à famille solide, Eglise solide!

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

29. Paysans et ouvriers, où êtes-vous?

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

30. Vous, les jeunes qui faites circuler un sang neuf dans le pays, dans l'Eglise, où êtes-vous? Vous qui menez la bataille politique au nom de votre foi.

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

31. Jeunes universitaires qui portez loin votre regard sur l'avenir de notre pays, où êtes-vous? Vous qui avez juré qu'Haïti n'est pas à vendre. Haïti compte sur vous.

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

32. Vous, les gens de maison qui trimez dur, où êtes-vous?

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

33. Vous qui vous vous démenez pour vivre: "madan sara" (colporteuses) marchandes de toute espèce, cireurs de bottes, tireurs de brouettes et porte-faix, où êtes-vous?

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

34. Vous les chômeurs, vous qui avez perdu votre travail, vous qui n'avez jamais trouvé à travailler de votre vie, où êtes-vous?

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

35. Et vous tous, les chauffeurs qui parcourez nos rues et nos routes nuit et jour faisant ainsi marcher l'économie du pays, où êtes-vous?

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

36. Vous les journalistes, les organisations démocratiques, où êtes-vous?

Le peuple a les yeux ouverts, il cherche la vérité, il cherche à s'organiser: il a besoin de vous.

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

37. Vous, syndicalistes, où êtes-vous? Le peuple a besoin de solidarité, il veut que nous travaillions vraiment dans le sens de ses intérêts:

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

38. Vous, techniciens, intellectuels, avocats, juristes, agronomes, médecins, infirmières, aide-infirmières, techniciens de laboratoire, enseignants, ingénieurs, secrétaires, où êtes-vous?

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

Pour dispenser au peuple une justice authentique, lui fournir un encadrement technique dans l'agriculture, lui procurer de bons services de santé, des écoles adéquates, des logements décentes.

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

39. Et vous tous dirigeants du pays, industriels, commerçants, militaires, police et armée, partis politiques! Ecoutez la clameur du peuple, écoutez la voix de votre conscience, ouvrez celle-ci au Seigneur: accourez!

- Que faites-vous pour repousser la misère? pour faire advenir la démocratie? pour établir la justice?

- Que faites-vous pour offrir au peuple de bonnes conditions de travail, un salaire honnête et juste qui lui permette de vivre de façon plus humaine?

- Que faites-vous pour que triomphe l'esprit du 7 février?

40. Frères et soeurs de la diaspora, où êtes-vous?
Nous sommes un seul et même peuple, en avant!

DONNONS-NOUS LA MAIN, "IL FAUT QUE CELA CHANGE".

41. Nous croyons fermement à la solidarité fraternelle de chaque peuple et de tous les peuples.

"OUI, IL FAUT QUE CELA CHANGE".

Ainsi le veut Jésus: "Que tous soient un" (Jn 17, 21). L'unité sera réalisée quand prendra fin l'exploitation des petits par les puissants, quand cessera toute domination du pouvoir, quand disparaîtront les sangsues financières. Alors, tous les peuples de toutes races, de toutes les couleurs et de toutes les cultures formeront, de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, la ronde de danses et de chants:

"Oui, il faut que cela change. Oui, tout est à nous tous. Oui, nous sommes au Christ ensemble. Oui, le Christ est à Dieu, avec nous tous". (1 Cor, 3, 22-23)

42. Venez donc tous, pénétrés des sentiments de respect et de dignité. L'heure du partage a sonné. Grands et riches pays! Laissez Haïti vivre, laissez vivre les petits pays; aidez Haïti et les peuples pauvres à vivre! Si vous le faites, vous vous émerveillerez des trésors que notre pays réserve à ses propres fils et à tous les enfants du monde.

43. Peuple haïtien, peuples de la terre, frères et soeurs du monde entier, il est temps que cela change.

44. L'année 1986 fut celle de la paix. Voici que cette année touche à son terme, et nulle part nous n'avons connu une paix véritable, car partout les droits de l'homme, la justice et l'amour sont foulés aux pieds. Voilà ce qui nous empêche de construire réellement un nouvel ordre international.

45. Travaillons donc ensemble à changer la réalité économique et politique du monde. L'année 1987 est proposée comme celle des sans-logis. Ce que nous traduisons en Haïti par une année de solidarité avec les paysans.

46. Devant l'ampleur de nos tâches, devant les menaces de mort face à tout projet de libération, nous disons à tous: N'ayez pas peur! Dieu nous donnera la force nécessaire. Il marche d'ailleurs avec nous, nous qui avons été créés à son image (Gn. 1, 22).

47. Le changement - nous autres chrétiens le savons - n'est pas possible sans la prière, sans le recours à Jésus (Jn 15, 5). Nous, catholiques et certains autres chrétiens, nous connaissons le rôle de Marie dans l'oeuvre de libération que Dieu accomplit avec nous. Oui, vraiment, Marie est notre Mère, MANMAN MARI comme l'appelle notre peuple.

48. Notre-Dame du Perpétuel Secours, maman du peuple haïtien, toi que nous fêtons aujourd'hui sous le vocable de l'Immaculée, nous te confions notre projet de changement. Daigne nous obtenir que l'Eglise de ton Fils en Haïti soit unie. Elle deviendra ainsi une force de changement véritable au service du pays. Et nous chanterons, alors, les louanges du Seigneur en proclamant: Voici que son Royaume commence à prendre forme et consistance sur la terre d'Haïti.

Symposium de l'Eglise d'Haïti, 8 décembre 1986.

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F

Direct. Charles ANTOINE - Imp. DIAL - Com. par. presse 56249 - ISSN 0399-6441